

Pourquoi Gorbatchev a laissé faire ?

Catherine Gousseff dans mensuel 464

L'Histoire

Les bouleversements de 1989 n'auraient pas été possibles sans un changement de politique de l'URSS. Comment expliquer l'attitude du numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev ?

Dans un contexte économique vacillant, sur fond de stagnation idéologique et sociale, la perestroïka désigna une série de réformes structurelles de l'URSS visant à assouplir le système pour impulser une nouvelle dynamique tout en préservant le régime communiste. Elle impliquait, pour assurer le maintien de la puissance soviétique et sa compétitivité - l'URSS n'avait plus les moyens de mener la guerre froide -, une refondation des rapports Est-Ouest, envisagée par Gorbatchev sous la forme d'une atténuation contrôlée de la division entre les deux blocs. En prenant l'initiative de cette ouverture, le père de la perestroïka entendait rehausser le prestige de l'URSS et conforter sa mission universaliste. Cette perspective avait pour condition immédiate une redéfinition des rapports de force stratégiques avec les États-Unis, comme le montrèrent les négociations tôt engagées sur la réduction des armements qui aboutirent au traité de Washington de 1987 : les deux superpuissances s'engageaient à démanteler les missiles (nucléaires et conventionnels) à portée intermédiaire.

Si les relations avec l'Amérique primaient dans la politique internationale de l'URSS, c'est sur le terrain européen que Gorbatchev misa le plus clairement pour faire entendre la volonté soviétique de changement et donner des gages de libéralisation. Les ambiguïtés de son discours étaient certes fortes, entre sa proposition d'une « maison commune européenne » à créer par la levée des antagonismes et sa défense du socialisme. Mais le chef de l'État soviétique parvint, sinon à les effacer, du moins à les atténuer en déclarant l'abandon de la doctrine Brejnev de souveraineté limitée des pays frères. Il témoigne en acte de cet abandon avec la non-ingérence explicite dans les tournants opérés en Pologne et Hongrie, les deux États menés par les gouvernements les plus libéraux du bloc. Le facteur « est-européen » devint l'un des grands instruments de la politique internationale de l'URSS.

La transformation graduelle et négociée de la scène polonaise semble avoir le mieux correspondu au scénario d'évolution imaginé à Moscou.